

Haut-Rhin • 753 000 hab.

Un SIG au service de la dynamique transfrontalière

Les collectivités régionales françaises, suisses et allemandes qui composent le Rhin supérieur se sont dotées d'un système d'information géographique, outil de connaissance et d'analyse territoriale unique en Europe. En découlent un langage commun et une cartographie servant de base décisionnelle aux élus.

Apriori, l'objectif du système d'information géographique du Rhin supérieur (SIGRS) peut paraître simple: créer une base de données transfrontalières destinées à alimenter la réflexion et les décisions de la Conférence du Rhin supérieur. Cette dernière rassemble les collectivités et les administrations des trois pays bordant le fleuve: France, Suisse et Allemagne. Dans le cadre d'un programme qui s'est déroulé de juillet 2011 à la fin juin 2014 et dont l'étape suivante (2015-2017) a démarré, le conseil général du Haut-Rhin - maître d'ouvrage du SIG - a dû surmonter quantité d'obstacles. « Nous avons constaté par exemple que le mode d'appréciation de l'altitude n'est pas basé exactement sur les mêmes critères en France et en Allemagne », indique Boris Stern, agent du conseil général et responsable technique de la cellule « SIG ». Résultat, lorsque l'on veut construire un ouvrage de franchissement du fleuve vers la France ou la Suisse, le risque d'erreur doit être évalué avec précision dès le début des études sous peine d'importants aléas, la différence atteignant environ un mètre dans la vallée du Rhin...

AVANTAGES

- Des outils cartographiques uniques en Europe.
- Des cartes accessibles à tous gratuitement.
- La création d'un langage commun aux trois pays.

INCONVÉNIENTS

- Un fonctionnement lourd et une notoriété très limitée.
- Une entente préalable nécessaire de tous les acteurs.

coopération transfrontalière et à 50% par le système d'information.

Celui-ci s'inscrit dans le cadre de la directive européenne Inspire du 14 mars 2007, qui demande aux pays membres de rendre compatibles leurs données de base pour faciliter les échanges des données comparables, la Commission européenne étant très demandeuse d'informations. « La gestion non coordonnée des informations engendre des incohérences et des redondances, voire des incompatibilités quand ce ne sont pas des analyses tronquées ou inexactes », signale Boris Stern. « La mission du SIGRS est de réunir et de traiter les données digitales géographiques et alphanumériques existantes ainsi que de saisir de nouvelles données qui serviront de point de départ à l'observation et à l'aménagement du territoire », explique Yasmine Soulaïmani. Pour commencer, il a fallu élaborer un langage et des définitions communs, qui déterminent la façon de traiter les thèmes et leur présentation, garantissant ainsi leur comparabilité avec les données de base nationales, forcément différentes.

Pour parvenir à ce résultat, un groupe de travail pluridisciplinaire a été créé

FINANCEMENT

Le SIGRS est financé par le conseil général du Haut-Rhin, le conseil cantonal de la Haute-Savoie et le conseil régional de la Rhénanie-Palatinat.

CONTACT

Yasmine Soulaïmani, responsable technique de la cellule « SIG », conseil général du Haut-Rhin, 10 rue de la République, 68000 Colmar, France. Tél. 03 83 31 11 11.

par la Conférence du Rhin supérieur, composé de spécialistes issus des administrations des cantons helvétiques, des länders et arrondissements allemands et des départements français, sans oublier les Etats, les deux eurodistricts, etc. C'est ce groupe de travail qui décide des données à cartographier. « A nous de résoudre le problème fondamental: les données géographiques disponibles s'arrêtent brutalement aux frontières nationales. De plus, les méthodes de travail diffèrent », souligne Boris Stern. Pour que les cartes transfrontalières créées - 183 à ce jour - jouent pleinement leur rôle, il a fallu s'entendre sur tous les termes, désormais répertoriés dans un glossaire bilingue, de façon à comparer strictement ce qui

Des données rendues compatibles

De même, les différences de méthode de travail et d'approche technique entre les pays se répercutent dans les algorithmes et engendrent des variations dans la localisation de l'habitat. « Grâce au travail des groupes d'experts, sous sommes parvenues à surmonter ces obstacles et les données sont devenues compatibles d'un pays à l'autre », se félicite Yasmine Soulaïmani, agent du département occupée à 50% par la

Un outil pour le tourisme

Le système d'information géographique du Rhin supérieur est une source d'information pour la planification spatiale relative à l'occupation des sols et à l'armature urbaine, à l'évolution démographique et à la densité de population, aux réseaux de transport public, de voirie et de flux de marchandises, aux équipements de santé, aux zones naturelles et à leur protection. Mais il existe un domaine dans lequel la cartographie vient en appui direct à une politique de développement du Rhin supérieur: le tourisme. Des actions de promotion communes sont développées à l'échelon de ce territoire en faveur de clientèles asiatiques, américaines et du Moyen-Orient, avec un succès manifeste. Au-delà de l'observation brute des nuitées et autres indicateurs bruts, la cartographie permettra prochainement de préciser d'où viennent les touristes.



SIGRS/GISOR

est comparable. «Ce travail de définition préalable peut paraître complexe, mais il présente l'avantage de déboucher sur des données vraiment partagées et de faire dire aux cartes le maximum d'informations, dont se servent les élus pour leurs décisions, aussi bien à l'échelle collective du Rhin supérieur que des territoires des trois pays», commente Boris Stern.

Un service public

Une autre mission de l'équipe du SIGRS a été d'entrer en contact avec les représentants d'autres secteurs transfrontaliers en Europe pour partager leurs expériences et bonnes pratiques, dans le cadre du programme européen Interreg IV. «Nous avons rencontré les équipes des autres SIG transfrontaliers, qui sont pour le moment moins développés et surtout moins généralistes. Ils répondent parfois à des demandes ponctuelles, comme entre la République tchèque et l'Allemagne, où le SIG X-Data évolue vers un projet comparable à celui du Rhin supérieur», explique Yasmine Soulaïmani. Des contacts ont également eu lieu avec l'équipe de X-Border GDI, un SIG transfrontalier

entre les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique; avec celle de Dach+, un SIG entre l'Allemagne, le Liechtenstein, l'Autriche et la Suisse; ainsi qu'avec les acteurs du SIG-GR, c'est-à-dire celui de la Grande Région - territoire de coopération entre les länders de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, la Lorraine, le Luxembourg, la Wallonie, les communautés française et germanophone de Belgique.

«Les outils informatiques utilisés sont assez communs, tels les produits de la gamme ESRI, et sont de plus en plus souvent en open source, de même que les développements. Ils sont parfois élaborés dans le cadre de projets de recherche universitaire, ajoute Boris Stern. La directive Inspire, les évolutions technologiques et le système de référence européen ETRS 89 facilitent par ailleurs l'échange de données. Nos principaux problèmes restent la sémantique et la topologie des données et des métadonnées, qui nécessitent de régulières réunions entre les partenaires des trois pays.»

Cette dimension de travail collaboratif, de «workshop» et de manifestations ouvertes au public fait partie du projet de SIGRS. Conçu comme un ser-

«Le système d'information géographique du Rhin supérieur est un outil d'analyse et de réflexion prospective permettant une approche novatrice du bassin du Rhin supérieur.»

Charles Buttner, président du conseil général du Haut-Rhin.

vice public, il est d'accès libre et gratuit, sous réserve du respect des règles du droit d'auteur.

Les mentalités évoluent

La généralisation des consultations au-delà des frontières avant de faire évoluer les schémas de cohérence territoriale ainsi que leurs homologues suisses et allemands est l'un des effets de la démarche SIGRS constatés sur le terrain. «De ce point de vue, les acteurs locaux sont allés au-delà des règles transfrontalières. Il existe une volonté de partager désormais tous les documents prospectifs», souligne Yasmine Soulaïmani.

La base de données du SIGRS représente une mine d'or, à la condition que les élus s'en saisissent réellement. L'un des atouts de ces données est qu'elles ont été conçues pour répondre à des interrogations à l'échelle de l'ensemble du bassin du Rhin supérieur (21500 km²), dépassant le cadre souvent réduit des études transfrontalières. Le fait qu'elles sont constituées d'éléments intégralement partagés et confirmés par les experts des trois pays ne fait qu'en renforcer la pertinence. *Didier Bonnet*